

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 03 février 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Bassirou Diomaye Faye est arrivé à Brazzaville (présidence)

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, est arrivé, lundi, après-midi à Brazzaville pour une visite officielle de 48 heures en République du Congo, a annoncé la présidence sénégalaise. "Accueilli avec les honneurs par le Président Denis Sassou N'Gusso, il a reçu un accueil chaleureux de la communauté sénégalaise", ajoute la même source sur le réseau social X.

<https://aps.sn/bassirou-diomaye-faye-est-arrive-a-brazzaville-presidence/>

SUD QUOTIDIEN. Marché financier régional : le Sénégal réussit sa première levée de fonds de 2026

Confronté à des tensions budgétaires persistantes, sur fond d'affaire de la dette cachée et de suspension de son programme avec le Fonds monétaire international (FMI), l'État du Sénégal continue de recourir au marché financier régional pour assurer ses besoins de financement. Après avoir annoncé son intention de mobiliser 4 132 milliards de francs CFA en 2026, le Trésor public a réalisé une première opération jugée globalement satisfaisante. Le 30 janvier 2026, le Sénégal a procédé à une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant recherché de 120 milliards de francs CFA. L'opération a suscité un vif intérêt des investisseurs, avec des soumissions atteignant 142 milliards de francs CFA, soit un taux de couverture de 118,4 %. Le Trésor a finalement retenu 125,7 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'absorption de 88,4 %.

<https://www.sudquotidien.sn/marche-financier-regional-le-senegal-reussit-sa-premiere-leeve-de-fonds-de-2026/>

SIKA FINANCE. UMOA-Titres : le Sénégal surclasse son objectif et mobilise 125,72 milliards FCFA sur le marché régional

https://www.sikafinance.com/marches/umoa-titres-le-senegal-surclasse-son-objectif-et-mobilise-125-72-milliards-fcfa-sur-le-marche-regional_59453

LE SOLEIL. Efficacité des fonds d'investissement: Le Fonsis plaide pour un cadre fiscal et réglementaire plus incitatif

Dans un contexte marqué par des besoins importants en financement, les fonds d'investissement apparaissent comme une alternative pertinente. Cependant, des ajustements semblent nécessaires sur le cadre législatif, pour plus d'efficacité. C'est l'analyse du directeur général du Fonds souverain d'investissement stratégique (Fonsis), Babacar Gning. Au Sénégal, le développement des fonds d'investissement reste freiné par un environnement juridique et fiscal peu adapté. C'est le constat dressé par Babacar Gning, directeur général du Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis). Il s'exprimait, vendredi 30 janvier, à l'occasion d'une rencontre avec la presse économique. Pour M. Gning, il faut des réformes structurelles pour favoriser l'émergence de fonds d'investissement locaux capables de soutenir durablement le secteur privé, en particulier les Pme et Pmi. Aujourd'hui, fait-il



remarquer, très peu de fonds d'investissement sont domiciliés au Sénégal ou, plus largement, dans la zone Uemoa.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/efficacite-des-fonds-dinvestissement-le-fonsis-plaide-pour-un-cadre-fiscal-et-reglementaire-plus-incitatif/>

LEJECOS. Du financement public au capital-investissement : Le nouveau pari du Sénégal pour financer son développement

Le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) a tenu, le 30 janvier 2026, un atelier d'échanges avec les journalistes économiques, membres du Collectif des journalistes économiques du Sénégal (Cojes) dans le cadre de son initiative dénommée "Rendez-vous du capital-investissement". Une rencontre placée sous le signe de la transparence, du dialogue et de la promotion de la souveraineté économique, selon son directeur général, Babacar Gningue. S'adressant aux professionnels des médias économiques, le Dg a souligné que « le Rendez-vous de l'investissement est une initiative que le Fonsis a mise en place pour discuter des enjeux économiques avec les acteurs concernés et ancrer durablement la culture de la souveraineté économique dans notre pays ». Changement de paradigme dans le financement du développement. Babacar Gningue a placé cette rencontre dans le contexte de la Vision Sénégal 2050, qui marque, selon lui, un tournant majeur dans le modèle de financement du développement. « Nous passons d'un ancien paradigme où l'État finançait tout, à un modèle fondé sur la mobilisation massive de l'investissement privé, aussi bien national qu'international », a-t-il expliqué.

https://www.lejecos.com/Du-financement-public-au-capital-investissement-Le-nouveau-pari-du-Senegal-pour-financer-son-developpement_a30275.html

LEJECOS. Production industrielle : Une hausse de 22,2% enregistrée au troisième trimestre 2025

Dans sa note sur les évolutions économiques récentes, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) a analysé la production industrielle du Sénégal. Elle informe que comparée à la période correspondante de 2024, l'activité industrielle est marquée par une hausse de 22,2% de la production au troisième trimestre 2025. Cette performance, explique l'Ansd, est attribuable au bond de la production des industries extractives (+51,7%) ; portée par l'expansion de l'extraction du pétrole, ainsi qu'à l'accroissement de celle des industries environnementales (+7,7%), manufacturières (+7,1%) et de production de « l'électricité, gaz et eau » (+5,7%). Sur les trois premiers trimestres 2025, renseigne l'Ansd, la production industrielle totale se consolide de 25,1% en référence à celle de la même période de l'année précédente. Selon la même source, l'accroissement de la production des industries extractives est attribuable à l'extension de l'extraction du pétrole brut ainsi qu'à la performance constatée dans les « autres produits des industries extractives » (+4,6%) sur la période.

https://www.lejecos.com/Production-industrielle-Une-hausse-de-222-enregistree-au-troisieme-trimestre-2025_a30274.html

APS. Serigne Guèye Diop : "Nous voulons faire du Sénégal un modèle d'industrialisation en Afrique"

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, a réitéré, lundi, l'ambition des plus hautes autorités de faire du Sénégal un pays modèle en matière



d'industrialisation en Afrique. "Notre but [...] est de faire du Sénégal un modèle d'industrialisation en Afrique, un modèle à suivre qui attire les instruments directs étrangers [...], et qui va nous permettre tout de suite de créer un système gagnant-gagnant pour tous les partenaires aussi bien les ouvriers, les investisseurs, les clients, tout le monde" puisque gagner quelque chose dans cette perspective, a-t-il déclaré. Serigne Guèye Diop s'exprimait lors d'une réunion du comité de pilotage du processus d'élaboration du projet de loi de promotion de l'industrialisation, un texte qu'il juge essentiel "pour construire les acquis, créer un cadre et pousser notre développement vers un avenir où l'industrie joue un rôle central dans le développement économique".

<https://aps.sn/serigne-gueye-diop-nous-voulons-faire-du-senegal-un-modele-industrialisation-en-afrique/>

LE SOLEIL. Industrialisation : L'Etat veut implanter 45 zones agro-industrielles à travers le pays

Serigne Guèye Diop, ministre de l'Industrie et du Commerce, a présidé, lundi 02 février, à Diamniadio, les travaux du projet de loi sur la promotion de l'industrialisation. Lors de cette occasion, il a insisté sur le vœu du gouvernement d'accélérer sa stratégie d'industrialisation. À travers les agropoles et l'Agence d'aménagement et de promotion des sites industriels (APROSI), l'État prévoit la création d'au moins 45 zones industrielles sur l'ensemble du territoire, avec un budget porté à 350 milliards de FCFA, afin de faire de l'industrie un levier central du développement économique et du patriotisme économique. Le Sénégal entend changer de dimension en matière d'industrialisation. « Nous allons, avec les agropoles, créer déjà 30 zones agro-industrielles sur l'ensemble du territoire », a annoncé le ministre de l'Industrie et du Commerce. Pour soutenir cette ambition, le budget alloué au secteur a connu une hausse significative, passant de 50 milliards à 350 milliards de FCFA, tandis que « les appels d'offres ont déjà été lancés ».

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/industrialisation-letat-veut-implanter-45-zones-agri-industrielles-a-travers-le-pays/>

LEJECOS. Secteur moderne hors administration publique : L'Ansd note une augmentation de 1,9% au troisième trimestre 2025

Le nombre d'employés dans le secteur moderne, hors administration publique, augmente de 1,9% au troisième trimestre 2025, comparativement à celui de 2024. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), cette hausse est consécutive au renforcement des effectifs dans les secteurs de l'industrie (+9,3%), du commerce (+0,6%) et des services (+0,3%). Toutefois, elle a été limitée par la baisse des effectifs dans le secteur de construction (-10,5%). L'Ansd souligne que l'augmentation des effectifs dans le secteur de l'industrie est imputable au relèvement du nombre d'employés dans les activités extractives (+10,1%), de fabrication (+9,7%), de production et de distribution d'électricité et de gaz (+3,4%). L'accroissement du nombre d'employés dans les services (+0,3%), explique-t-on, est principalement lié à celui des effectifs dans les sous-secteurs de l'enseignement (+11,9%), des activités immobilières (+4,9%), spécialisées, scientifiques et techniques (+2,7%), pour la santé humaine et l'action sociale (+2,6%).

https://www.lejecos.com/Secteur-moderne-hors-administration-publique-L-Ansd-note-une-augmentation-de-19-au-troisieme-trimestre-2025_a30282.html



APS. Endeavour Mining fait le bilan de ses activités pour 2025, des contributions aux recettes d'environ 437 milliards FCA

La société Endeavour Mining, spécialisée dans l'exploitation minière, dit avoir contribué à hauteur de "plus de 800 millions de dollars", soit environ 437 milliards de FCFA, aux recettes des Etats dans lesquels elle opère en Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal. "Endeavour a contribué à hauteur de plus de 800 millions de dollars, soit environ 437 milliards de FCFA, aux recettes des États hôtes de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Sénégal, via les impôts et redevances", déclare la société de droit canadien. Cette contribution est "en hausse de plus de 40 % par rapport à 2024", souligne-t-elle dans un communiqué, selon lequel la stratégie d'exploration 2026–2030 du Groupe vise la découverte de 12 à 15 millions d'onces de ressources (MI&I), pour un coût de découverte inférieur à 40 \$/once, incluant jusqu'à trois nouveaux projets en Afrique de l'Ouest et trois nouvelles juridictions à fort potentiel géologique.

<https://aps.sn/endeavour-mining-fait-le-bilan-de-ses-activites-pour-2025-des-contributions-aux-recettes-denviron-437-milliards-fca/>

LE SOLEIL. Trafic aérien : l'AIBD enregistre une hausse de 0,46% de son trafic de passagers en 2025

L'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) a connu une progression maîtrisée du trafic passagers en 2025. Celui-ci a augmenté de 0,46% par rapport à 2024. Lors de cette année, il y a eu 2,94 millions de passagers. Découvrez ici les chiffres marquants.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/trafic-aerien-laibd-enregistre-une-hausse-de-046-de-son-trafic-de-passagers-en-2025/>

SUD QUOTIDIEN. Relance de la production agricole : 130 milliards de francs CFA mobilisés

Le gouvernement sénégalais lance un vaste programme de subventions destiné à renforcer l'autonomie alimentaire du pays, soutenir les producteurs et sécuriser la campagne agricole en cours. Un effort financier inédit qui cible l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Le gouvernement sénégalais a présenté jeudi dernier, lors de la conférence de presse du gouvernement, un ambitieux plan de financement agricole. La porte-parole du gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye, a annoncé la mobilisation de 130 milliards de francs CFA, exclusivement consacrés à des subventions directes pour soutenir la campagne agricole en cours. Cette enveloppe se structure autour de priorités clairement définies. Les engrais minéraux, essentiels à l'amélioration de la fertilité des sols, absorbent la part la plus importante avec 64,96 milliards de francs CFA. Les semences agricoles, couvrant l'arachide, les céréales, la pomme de terre et d'autres cultures vivrières, bénéficient pour leur part de 44,9 milliards de francs CFA.

<https://www.sudquotidien.sn/relance-de-la-production-agricole-130-milliards-de-francs-cfa-mobilises/>

AGENCE ECOFIN. Arachide : le Sénégal en voie de dépasser le Soudan et devenir 2^e producteur africain en 2025/2026

Entre 2018/2019 et 2019/2020, le Soudan avait une avance de plus d'un million de tonnes sur le Sénégal dans la production d'arachide. Cet écart a depuis fondu comme neige au soleil. En 2025/2026, le Sénégal pourrait détrôner pour la première fois de



son histoire, le Soudan, et devenir le second producteur africain d'arachide après le Nigeria. Selon les données publiées par le Département américain de l'agriculture (USDA), le pays de la Teranga s'achemine vers une récolte de 1,15 million de tonnes durant ladite campagne. Si ce niveau n'est pas exceptionnel, il marque toutefois un rebond par rapport au volume réduit de 2024/2025 estimé à 800 000 tonnes et reste suffisant pour supplanter son rival.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0202-135409-arachide-le-senegal-pourrait-depasser-le-soudan-et-s-imposer-comme-2-producteur-africain-en-2025/2026>

PRESS AFRIK. Enquête Afrobarometer: Près de 70 % des Sénégalais craignent de signaler un acte de corruption

Une récente enquête du réseau panafricain Afrobarometer, publiée le 2 février 2026, dresse un portrait contrasté de la lutte contre la corruption au Sénégal. Selon les données recueillies auprès de 1 200 adultes en début d'année 2025, plus de la moitié des Sénégalais (53 %) estiment que le niveau de la corruption a diminué au cours des douze derniers mois. Cette perception s'accompagne d'un plébiscite pour l'action de l'État : 68 % des sondés se disent satisfaits de la stratégie de lutte contre la corruption menée au sein de l'administration. Ce chiffre marque un tournant spectaculaire, puisqu'il n'était que de 17 % en 2021. Cependant, pour de nombreux citoyens, la corruption reste une « expérience courante ». Les forces de l'ordre (police et gendarmerie) arrivent en tête des institutions perçues comme les plus corrompues (39 %), suivies de près par les agents des impôts (33 %) et les conseillers municipaux (26 %).

https://www.pressafrik.com/Enquete-Afrobarometer-Pres-de-70-des-Senegalais-craignent-de-signaler-un-acte-de-corruption_a300719.html

FINANCIAL AFRIK. Banques africaines : cinq pays, cinq trajectoires à la loupe du rapport 2026 de S&P Global Ratings

À la lecture du Africa Banking Outlook 2026 de S&P Global Ratings, une certitude s'impose : le secteur bancaire africain n'évolue plus en bloc, mais selon des trajectoires nationales de plus en plus différenciées. Derrière une apparente résilience continentale, les écarts de croissance du crédit, de qualité des actifs, de rentabilité et de solidité des fonds propres se.....

<https://www.financialafrik.com/2026/02/02/banques-africaines-cinq-pays-cinq-trajectoires-a-la-loupe-du-rapport-2026-de-sp-global-ratings/>

LEJECOS. FINANCE ISLAMIQUE DANS L'UEMOA : Les pistes pour déverrouiller les sukus corporate

À l'heure où les besoins de financement des économies s'intensifient, la finance islamique apparaît comme une alternative crédible dans l'espace UEMOA. La 1ère édition de la Rencontre Africaine de la Finance Islamique (RAFI) qui s'est tenue le 31 janvier 2026 à Dakar, a défriché les limites actuelles du marché des sukus corporate et exploré des pistes innovantes. La finance islamique au Sénégal s'est structurée ces dernières années autour d'acteurs bancaires, d'opérateurs de marché et d'un cadre académique en expansion. Elle a mobilisé des solutions de financement conformes aux principes islamiques pour répondre aux besoins d'infrastructures et de diversification des sources de financement. « Aujourd'hui, le développement des sukus représente une opportunité stratégique pour renforcer l'intégration financière régionale et offrir



aux investisseurs des instruments compatibles avec leurs principes éthiques et réglementaires ».

https://www.lejecos.com/FINANCE-ISLAMIQUE-DANS-L-UEMOA-Les-pistes-pour-deverrouiller-les-sukuks-corporate_a30276.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: un projet de «cité verte» moderne et «écologique» fait polémique autour du lac Rose

C'est un projet qui fait polémique au lac Rose, l'un des sites touristiques les plus emblématiques du Sénégal, connu pour ses eaux rosées, ses dunes et sa bande de filaos, rempart naturel face à l'océan : la construction annoncée d'une vaste « ville verte » d'une dizaine de milliers de logements haut de gamme inquiète une partie des habitants. Le lac Rose : ses reflets colorés, ses dunes, ses hôtels, et cette longue bande de filaos qui protège la zone de l'avancée de la mer... Un environnement exceptionnel au Sénégal, dont vivent les populations locales depuis des générations. Le projet immobilier d'envergure inquiète les professionnels. Ibrahima Mbaye est gérant d'hôtel et originaire du secteur : « On est dans une zone où l'écosystème est assez fragile. On a une bande de filaos qui a été plantée pour la protection de l'érosion côtière et l'avancement de la mer. Mais qui nous faisait aussi un décor sur le point touristique, qui joue un rôle très important sur notre cadre de vie, et qui filtre aussi le sel, qui nous permet d'avoir de l'eau douce tout autour du lac. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20260131-s%C3%A9n%C3%A9gal-un-projet-de-cit%C3%A9-verte-moderne-et-%C3%A9cologique-fait-pol%C3%A9mique-autour-du-lac-rose>

RFI. «Il y a eu de nombreuses crises financières aux Nations unies, mais jamais comme celle-ci»

L'Organisation des Nations unies est menacée d'un « effondrement financier imminent », a alerté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, vendredi 30 janvier. Les Nations unies ont terminé l'année 2025 avec 1,6 milliard de cotisations impayées, un déficit deux fois plus important qu'en 2024. RFI revient sur cette situation alarmante pour l'organisation internationale avec Alexandra Novosseloff, chercheuse associée au Centre Thucydide de l'université Paris-Panthéon-Assas (Paris 2). RFI : Ce vendredi 30 janvier, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a tiré la sonnette d'alarme, avertissant les États membres d'un « effondrement financier imminent » de l'organisation si certains rechignaient toujours à payer. De quoi parle-t-il, en termes



de situation comptable ? Alexandra Novosseloff : Il y a la conjonction de plusieurs facteurs. D'abord, le fait qu'un certain nombre d'États membres, au premier rang desquels les États-Unis mais pas seulement, ont réduit leur financement : leurs contributions financières volontaires et – pour les États-Unis uniquement – leurs contributions obligatoires.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260131-il-y-a-eu-de-nombreuses-crises-financi%C3%A8res-aux-nations-unies-mais-jamais-comme-celle-ci>

CHALLENGES. Après la guerre commerciale de Trump en 2025, l'économie mondiale peut-elle vraiment encaisser un nouveau choc en 2026 ?

Le monde qui vient 2026 - Guerre commerciale, dérapage des finances publiques, décrochage de la confiance sur les marchés... En 2026, les risques qui menacent la croissance s'additionnent et pourraient encore freiner l'économie mondiale. Pendant des années, l'économie mondiale a défié les prophètes de malheur. Lorsque la pandémie de coronavirus a frappé, beaucoup s'attendaient à une longue récession ; au lieu de cela, il y a eu une reprise rapide et inflationniste. Lorsque les banques centrales ont ensuite relevé les taux d'intérêt pour calmer les prix, la récession largement prévue ne s'est jamais produite. Et après que le président américain Donald Trump a imposé des droits de douane à ses partenaires commerciaux en avril dernier, les marchés se sont effondrés.

https://www.challenges.fr/economie/apres-la-guerre-commerciale-de-trump-en-2025-leconomie-mondiale-peut-elle-vraiment-encaisser-un-nouveau-choc-en-2026_638517

BFMTV. Donald Trump presse le Congrès de lever "sans délai" la paralysie budgétaire

Le président américain a publié un message sur son réseau social Truth Social, pressant le Congrès d'adopter le budget fédéral. Donald Trump a pressé le Congrès d'adopter "sans délai" et "sans changement" un texte permettant de lever la paralysie du budget fédéral, entrée lundi 2 février dans son troisième jour. "Nous devons rouvrir le gouvernement et j'espère que tous les républicains et les démocrates se joindront à moi pour soutenir cette loi", a déclaré le président américain sur sa plateforme Truth Social, disant vouloir qu'elle atterrisse sur son bureau pour promulgation "SANS DELAI". "AUCUN CHANGEMENT n'est possible à ce stade" sur ce texte budgétaire, a averti Donald Trump au moment où le mécontentement gronde jusque dans son camp, menaçant de prolonger la paralysie.

https://www.bfmtv.com/economie/donald-trump-presse-le-congres-de-lever-sans-delai-la-paralysie-budgetaire_AD-202602020899.html

COURRIER INTERNATIONAL. L'Inde passe un accord commercial avec les États-Unis, moyennant de sérieuses concessions

Un accord commercial signé lundi 2 février entre Washington et New Delhi prévoit de réduire de 50 à 18 % le montant des droits de douane américains sur les produits importés aux États-Unis en provenance d'Inde. Laquelle s'engage à ne plus acheter, à terme, de pétrole russe. "L'Inde et les États-Unis parviennent à un accord : les droits de douane ramenés de 50 à 18 % " titre à la une de son édition du mardi 3 février The Indian Express. La veille, Donald Trump avait annoncé ce deal sur son réseau Truth Social, précisant que l'Inde "[acceptait] d'arrêter d'acheter du pétrole russe" et



qu'elle s'était engagée à acquérir "plus de pétrole auprès des États-Unis et, potentiellement, du Venezuela".

https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-l-inde-passe-un-accord-commercial-avec-les-etats-unis-moyennant-de-serieuses-concessions_240144

LE MONDE. Comment la Chine fait de sa monnaie une arme d'exportation massive

Le yuan a chuté de 22 % face à l'euro depuis 2022, donnant un avantage concurrentiel majeur aux exportations chinoises. Pékin poursuit deux objectifs contradictoires : faire de sa devise un concurrent du dollar, tout en imposant toujours un contrôle des changes très strict. Après la guerre commerciale, le retour de la guerre des monnaies ? Les États-Unis viennent de hausser le ton contre la devise chinoise, jugée « substantiellement sous-évaluée » dans un rapport du Trésor américain publié jeudi 29 janvier. « Il est important que les autorités chinoises permettent au taux de change du [yuan] de se renforcer de façon rapide et ordonnée, en ligne avec les fondamentaux macroéconomiques », poursuit le rapport.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/03/comment-la-chine-fait-de-sa-monnaie-une-arme-d-exportation-massive_6665161_3234.html

LE MONDE. Dollar faible, euro fort... Le retour des tensions monétaires

La vigueur de la monnaie européenne s'explique aussi par une amélioration des perspectives économiques de la zone. Eclipsés depuis près d'un an par les droits de douane, les taux de change peuvent-ils redevenir un motif de tensions économiques ? La question est posée après les soubresauts récents sur le marché des devises et certaines des réactions qu'elles ont suscitées avec, sans surprise, le dollar américain au cœur des débats. L'« indice dollar », qui suit les fluctuations du billet vert face à un panier de devises de référence en prenant en compte le poids de chacune dans les échanges internationaux, est en effet tombé le 27 janvier à son plus bas niveau depuis février 2022. Et la baisse a été plus marquée encore face à l'euro, contre lequel il est tombé le lendemain à 1,20, un seuil symbolique, pour la première fois depuis la mi-2021, 16 % en dessous de son niveau de janvier 2025.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/03/dollar-faible-euro-fort-le-retour-des-tensions-monetaires_6665188_3234.html

FRENCH.CHINA.ORG. Les récentes visites de dirigeants présagent d'un renforcement des liens commerciaux Chine-Europe

Les récentes visites en Chine de hauts dirigeants européens montrent que le développement rapide du pays et ses capacités d'innovation croissantes constitueront un moteur essentiel pour une coopération économique plus étroite et pour de nouvelles opportunités commerciales entre les deux parties, ont déclaré des responsables et des chefs d'entreprise. Alors que le président français Emmanuel Macron a mené une délégation d'entreprises lors de sa visite d'État en Chine début décembre, le Premier ministre finlandais Petteri Orpo et le Premier ministre britannique Keir Starmer ont assisté à la signature de plusieurs accords de coopération lors de leurs visites officielles fin janvier. La Chine et le Royaume-Uni ont signé la semaine dernière un mémorandum d'entente relatif à l'initiative « Un grand marché pour tous : exporter vers la Chine », faisant du Royaume-Uni le premier pays au monde à rejoindre officiellement cette campagne, selon le ministère chinois du Commerce.



http://french.china.org.cn/foreign/txt/2026-02/03/content_118314481.htm

LA TRIBUNE. Pourquoi le budget 2027 de la France s'annonce encore plus difficile que celui de 2026

Après plusieurs mois de débats, le budget 2026 a finalement été adopté, lundi 2 février, par l'Assemblée nationale. Le prochain budget, qui devra être discuté en pleine campagne présidentielle, s'annonce particulièrement difficile pour le gouvernement. Le marathon budgétaire s'est achevé ce lundi 2 février. Après le rejet de deux motions de censure par l'Assemblée nationale – les Écologistes, La France insoumise (LFI) et la Gauche démocrate et républicaine (GDR) d'une part, le Rassemblement national (RN) et l'Union des droites pour la République (UDR) de l'autre –, le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 a été définitivement adopté. À l'instar du budget 2025, le texte aura fait l'objet d'une adoption très tardive, faute de majorité au Parlement. Pour le gouvernement de Sébastien Lecornu, c'est la fin d'une séquence parlementaire commencée le 14 octobre et qui aura été particulièrement délicate à négocier.

<https://www.latribune.fr/article/economie/finances-publiques/11829219665627/pourquoi-le-budget-2027-de-la-france-s-annonce-encore-plus-difficile-que-celui-de-2026>

BFMTV. Elle est au plus bas depuis le Covid: l'inflation a fortement ralenti en janvier, à 0,3% sur un an, selon l'Insee

Selon l'Insee, l'inflation en France a fortement ralenti à 0,3 % sur un an en janvier, contre 0,8 % en décembre, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et des produits manufacturés (notamment avec les soldes), malgré une hausse persistante des prix alimentaires, dans un contexte de décélération continue de l'inflation depuis fin 2024. Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,3% au mois de janvier sur un an, a annoncé mardi l'Insee dans une estimation provisoire, un net ralentissement après une inflation à 0,8% en décembre. Un niveau qui n'avait plus été observé depuis le mois de décembre 2020 en pleine pandémie de Covid.

<https://www.bfmtv.com/economie/elle-est-plus-bas-depuis-le-covid-l-inflation-a-fortement-ralenti-en-janvier-a-0-3-sur-un-an-selon-l-insee-AN-202602030289.html>

BINANCE. L'Argentine acquiert 808 millions de dollars en DTS pour le paiement des intérêts au FMI

L'Argentine aurait acheté 808 millions de dollars en Droits de Tirage Spéciaux (DTS) auprès du Trésor américain pour couvrir les paiements d'intérêts au Fonds Monétaire International (FMI). Selon Jin10, cette initiative fait partie des efforts continus de l'Argentine pour gérer ses obligations financières vis-à-vis du FMI. L'acquisition de DTS, qui sont des actifs de réserve internationaux créés par le FMI, vise à renforcer la capacité de l'Argentine à respecter ses engagements de dette. Cette transaction met en lumière l'approche stratégique de l'Argentine pour faire face à ses défis économiques et maintenir sa relation avec les institutions financières internationales.

<https://www.binance.com/fr/square/post/02-02-2026-argentina-acquires-808-million-in-sdrs-for-imf-interest-payment-35895011032121>

COURRIER INTERNATIONAL. L'or, l'argent et le pétrole... Les investisseurs "nerveux" font baisser les cours



Vendredi 30 janvier, les métaux précieux ont décroché. Ce lundi, c'est au tour du pétrole de chuter. Dans les deux cas, les marchés réagissent aux déclarations du président Trump. Les explications de la presse économique internationale. "Sur les marchés boursiers, la nervosité persiste", constate The Wall Street Journal dans son suivi en direct de l'actualité boursière mondiale : après le décrochage vendredi 30 janvier des cours de l'or, de l'argent, du bitcoin, la baisse se poursuit et se propage aux actions et au pétrole ce lundi 2 février. "L'argent et l'or ont achevé la semaine passée par leur pire perte quotidienne depuis 1980", rappelle le journal économique. Le bitcoin, qui valait encore 88 000 dollars il y a huit jours, est coté 77 000 dollars ce lundi 2 février, revenant sous son prix le plus bas d'avril dernier, "quand les droits de douane imposés par le président Trump le 'jour de la libération' avaient secoué les marchés".

https://www.courrierinternational.com/article/finance-l-or-l-argent-et-le-petrole-les-investisseurs-nerveux-font-baisser-les-cours_240081

